

Des acteurs misent sur des «méthodes d'anticipation»

Les changements climatiques restent imprévisibles et ses conséquences n'épargnent aucun secteur d'activités. C'est ainsi que des acteurs de la pêche ont plaidé pour la mise sur pied des méthodes d'anticipation pour préserver les communautés de pêche de ce phénomène.

(Correspondance) - Pour atténuer les effets des changements climatiques, on multiplie de part et d'autre des stratégies susceptibles de limiter les dégâts. Pour certains acteurs de la pêche, on semble privilégier les méthodes d'anticipation. «Le changement climatique est devenu un phénomène universel qui n'épargne aucune région du monde. S'il n'y a pas un esprit d'anticipation qui consiste à mettre sur pied des méthodes d'anticipation, ça risque d'amener la catastrophe au niveau des communautés de pêche et entraîner leur disparition», alerte Amadou Lamine Guèye, technicien supérieur des pêches à la retraite.

M. Guèye, qui a fait cette déclaration jeudi en marge d'une visite à Joal-Fadiouth et Nianing des étudiants de l'Université de Berne, en Suisse, a insisté sur la nécessité d'accentuer ces programmes pour faire barrage «efficacement» aux effets néfastes du changement climatique. Dans le cadre d'une coopération avec l'Association pour la promotion et la responsabilisation des acteurs de la pêche de Mbour (Aprapam), les étudiants ont visité l'Aire marine protégée (Amp) et le quai de pêche de Joal-Fadiouth. A cette occasion, le professeur aux universités de Berne et de Lausanne, Thomas Hammer, a dit tout l'intérêt que revêt une telle visite pour ces étudiants suisses. «Chez nous (en Europe), on entend souvent des informations sur le Sénégal et sur d'autres pays africains qui font apparaître de mauvais aspects. Mais sur place, on constate que le Sénégal bouge

et lutte inlassablement pour son avenir avec un certain nombre de projets très bien élaborés et qu'on devrait soutenir beaucoup plus que maintenant», a fait savoir Thomas Hammer.

Pour rappel, un groupe d'étudiants suisses avait séjourné à Joal en 2014 pour «s'imprégner des projets locaux et voir comment les communautés prennent en charge le défi de l'avenir». Pour sa part, le vice-président de l'Aprapam, Chérif Younouss Ndiaye, a invité les populations à reboiser le littoral et d'autres zones pour l'atténuation des effets du changement climatique. De la même manière, M. Ndiaye est revenue sur les projets de leur organisation qui visent particulièrement la sensibilisation sur le changement climatique et le changement de comportement. Sur un autre registre, le professeur aux universités de Berne et de Lausanne a souligné l'importance de la pêche et de la nécessité d'assurer son dynamisme afin «d'améliorer la qualité de vie des populations qui peuvent profiter de son importance pour le développement socioéconomique».

A sa suite, le vice-président d'Aprapam a vanté les nombreux apports de la pêche artisanale dans notre économie notamment en termes de «création d'emplois, de la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire». «Globalement, les Sénégalais mangent, annuellement et par habitant, 25 à 26 kilogrammes de poissons, dont plus de 60 % de cette consommation provenant de



Au Sénégal, l'environnement interpelle de nombreux acteurs.

la pêche artisanale. C'est pourquoi nous sensibilisons les acteurs de la pêche pour leur permettre d'avoir des comportements responsables,

notamment dans le cadre de l'activité de pêche proprement dite, que dans la valorisation de la production avec la transformation et de la

commercialisation» a expliqué M. Ndiaye, par ailleurs technicien supérieur des pêches à la retraite.

EI Hadji Alassane DIALLO

VIE SOCIALE

CARTES D'EGALITE DES CHANCES

Les personnes vivant avec un handicap en colère

Les cartes d'égalité des chances peinent toujours à faire des effets avec le refus de certaines structures sanitaires de les accepter. C'est le cas pour l'Association nationale des handicapés moteurs du Sénégal (Anhms) qui dénonce sa marginalisation dans le tissu social à tous les niveaux. «Pour la carte d'égalité des chances, les services sociaux retenus pour cette carte ne sont pas encore effectifs sur le terrain. Ni la santé, ni

l'éducation, ni les transports, ni l'habitat social n'ont pas été pris en compte. En somme, c'est rien du tout sur le terrain. C'est pourquoi nous lançons un appel au gouvernement pour que ses services sectoriels concernés par le programme trouvent solution car les difficultés des personnes vivant avec un handicap persistent», affirme Yatma Fall, président de l'association. Avant d'ajouter: «Nous sommes confrontés à des difficultés d'accès à la

santé et à l'appareillage orthopédique car le matériel roulant est cher de même que les béquilles, d'accès à l'éducation et à la formation puisque ni nos écoles, ni nos enseignants ne sont préparés à recevoir les personnes vivant avec un handicap et d'accès à l'insertion et à l'emploi». Ces personnes vivant avec un handicap qui se sentent lésés exigent des autorités plus de considération et de respect.

Th. SEMEDO